

Daniel Bensaïd

## Préface à l'édition espagnole d'« Un monde à changer »

La version française de ce livre <sup>1/</sup> a été achevée au printemps 2003, pendant que les forces militaires de la coalition envahissaient l'Irak. Dès le mois de mai, Georges W. Bush annonçait sur le ton du triomphe impérial que la guerre limitée était terminée. La guerre « sans limites », elle, continue, avec l'occupation de plus en plus problématique de l'Afghanistan et de l'Irak. Le butin de guerre a été réparti, les entreprises Bechtel et Halliburton, directement liées à la Maison Blanche, premières servies. Mais le désordre mondial augmente. Dans son rapport du 8 septembre 2003 sur l'état de la communauté internationale, Kofi Annan devait constater que « le climat de coopération et de consensus a été gravement compromis par la guerre contre l'Irak ».

Il n'est pas surprenant, en réalité que la globalisation marchande et la privatisation généralisée de la planète aient pour corollaire une globalisation de la violence sociale et militaire, ainsi qu'une privatisation de ses usages, par les mafias, milices, et autres troupes mercenaires. Le spectre du terrorisme, ennemi omniprésent et insaisissable, n'est jamais que l'expression extrême de cette logique mortifère. Quant à la hiérarchie des responsabilités, le sondage commandé à l'automne 2003 par la Commission européenne révèle que pour la majorité des citoyens de l'Union, les États-Unis représentent pour la paix du monde un danger équivalent à celui

des États stigmatisés comme « voyous » (Iran et Corée du Nord)!

Cette fuite en avant dans le nouveau militarisme impérial est la contrepartie d'une banqueroute économique, politique et morale du néolibéralisme. En moins de douze ans, les grandes promesses de paix et de prospérité, claironnées en 1991 par Bush senior, sont tombées en ruines. Les rapports annuels de l'Onu indiquent un creusement planétaire des inégalités (alors que l'heure de travail aux États-Unis valait en 1980 40 heures de travail en Inde, elle en valait 80 en 1996!). Ceux du Fonds mondial de la nature attestent la profondeur de la fracture écologique. Inégalités devant la mort et la maladie, inégalités entre les sexes : la logique libérale est une machine à produire les inégalités et les injustices!

Malgré les soubresauts du Dow Jones et du Cac 40, rien n'indique que le monde soit à l'orée d'une nouvelle phase de croissance organique impétueuse. Les économistes s'interrogent au contraire sur le fait que l'expansion des « trente glorieuses » aurait pu être l'exception et non la règle, grâce aux conditions politiques, au système monétaire, et aux équilibres mondiaux issus de la Seconde Guerre mondiale. Si tel était le cas, on voit mal où les impérialismes dominants trouveraient dans un proche avenir les ressources d'un nouveau partage keynésien des richesses permettant de rétablir les pactes sociaux ou populistes dont rêvent les partisans d'un libéralisme mieux tempéré. En attendant, l'économie mondiale anémiée est soutenue par la relance de la course aux armements, par les rallonges des budgets militaires, et Donald Rumsfeld s'enorgueillit sans la moindre gêne des 42 millions de dollars consacrés chaque heure par les États-Unis à leur budget de défense (à

comparer avec les ressources de l'Onu pour la lutte contre la faim ou les maladies!).

Dans ce contexte, les institutions de la « gouvernance globale », tant vantées hier encore, sont toutes en crise. Les États-Unis ont ridiculisé et humilié l'Onu en s'émancipant de toute règle de droit international pour se lancer dans la croisade du Golfe ; et sa réforme n'est pas près d'aboutir. L'Organisation mondiale du commerce a été paralysée à Cancun comme elle l'avait été à Seattle. Le protocole de Kyoto est de fait gelé, faute de ratification par les États-Unis et la Russie. Le projet de grand marché des Amériques (Alca) a dû être revu et « allégé » lors de la réunion de novembre 2003 à Miami.

Quant à l'Union européenne, en proie à des contradictions imprévues lors de la mise en place de l'Acte unique et de la marche à la monnaie unique, elle est au bord de la crise. D'une part, la formation d'un capital européen, par concentrations et fusions, est d'ores et déjà prise dans le tourbillon de la globalisation mondiale. D'autre part, la chute brutale des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est a mis à l'ordre du jour un élargissement politiquement inévitable, mais centrifuge et économiquement coûteux. Enfin, le nouveau défi américain pose à l'Union la question de son avenir en tant que « puissance » alliée et rivale à la fois de l'hyperpuissance étasunienne. Elle devrait pour cela – la Commission de Bruxelles ne cesse de le répéter – se montrer à la hauteur en matière de dépenses d'armement, au détriment bien sûr de services publics et de budgets sociaux déjà fort malmenés. Dans ces conditions, l'avenir du « traité constitutionnel » bâti sur des compromis boiteux et confirmant l'orientation d'une Europe libérale et militariste apparaît incertain. Nombre de gouvernements hésitent déjà à le soumettre à réfé-

<sup>1/</sup> Daniel Bensaïd, *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Textuel (collection la Discorde), Paris 2003.

rendum de crainte de subir un cuisant camouflet.

« Chacun pour soi, et tous contre tous ! », paraît être désormais la logique absurde d'une planète soumise au despotisme anonyme du capital et des marchés. Le besoin d'alternatives sociales et écologiques n'en est que plus urgent. C'est ce qu'illustrent les grandes mobilisations anti-guerre du printemps 2003 ou les succès croissants des Forum sociaux mondiaux, continentaux, ou régionaux. Il y a désormais leur mondialisation et la nôtre. Cette « autre mondialisation » renoue avec les valeurs de l'internationalisme révolutionnaire. Au XIX<sup>e</sup> siècle en effet, le mouvement ouvrier

fut, avec la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale, à l'avant-garde d'une mondialisation solidaire. Avec les tragédies du XX<sup>e</sup> siècle, cet idéal semblait avoir changé de main. Le capital était à l'initiative. Mais la circulation sans frontières des capitaux et des marchandises entraîne inéluctablement une mondialisation des résistances. Et ce n'est qu'un début.

Pour qu'un autre monde et une autre Europe deviennent effectivement possibles, une autre gauche est nécessaire, au-delà de la faille des social-démocraties converties à la « troisième voie » et de la débâcle des partis staliens qui avaient lié leur sort au despotisme bureaucratique. Cette question commence à

être posée. Elle réclame, pour être résolue, qu'émergent, à travers un nouveau cycle de luttes et d'expériences, les lignes de force d'une alternative sociale et que renaisse le débat sur les stratégies de transformation sociale.

Le capitalisme n'est pas éternel. Il ne domine le monde que depuis quatre ou cinq siècles. Son règne et la rationalisation marchande partielle se paient d'une irrationalité globale croissante et de menaces de plus en plus angoissantes pour l'avenir de l'espèce humaine. À nous de prouver qu'il peut y avoir une humanité et un monde vivable au-delà du capital.

2004